
Considerations Politiques,

&c. &c.

28
=

Conqueror's Banner



935 110

Considerations Politiques

SUR LA

LIGUE DES PUISSANCES

DE

L'EUROPE,

CONTRE LA

REVOLUTION DE LA FRANCE.

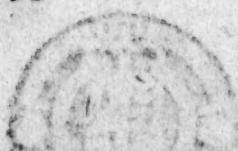
Discite justiciam moniti, & non temnere divos.

Æneid. L. 6.

LONDRES:

Chez J. DEBRETT, vis-à-vis Burlington-House,
Piccadilly.

1793.



Conseil des Finances

TRIBUNALE DES FINANCES

DE

PARIS

PARIS, 1793.

COLLECTION DE LA FRANCE

DE LA FINANCE, 1793.

COLLECTION DE LA FINANCE, 1793.



CONSIDERATIONS POLITIQUES,

&c. &c.

LA France était, de tous les Gouvernemens de l'Europe, le plus fortement constitué par la nature, par le tems, & par la politique. Il devait à la nature sa position géographique, sous le plus beau climat & le plus tempéré : la fécondité inépuisable de son sol, & l'infinité variété de ses productions ; l'imagination vive & entreprenante de ses habitans. Il devait au tems, & aux circonstances qui le suivent, sa vaste étendue depuis les Alpes jusqu'aux Pyrénées, depuis l'océan jusqu'à la Méditerranée, l'accroissement progressif de sa population, de son commerce, de ses arts, & de son industrie. Enfin, il devait à la politique

B

ses loix, ses alliances, ses forces, ses richesses, son bonheur, & sa gloire.

Mais les plus florissans Empires sont soumis aux loix générales de la décadence & de la mort. On croirait que l'heure fatale de la France est arrivée, & que les funestes effets d'une révolution, semblables aux horribles convulsions d'un volcan, annoncent sa ruine totale : & cependant, tant de Nations qui pouvaient être jalouses & se réjouir de sa destruction, ou au moins de son humiliation, après avoir redouté si souvent sa fortune & sa supériorité, s'unissent, au contraire, pour la défendre, & pour lui rendre ses forces anciennes.

Comment expliquer & résoudre ce problème politique ? Quelle est la force humaine capable d'enchainer la jalouse & la haine des Nations, quand elles peuvent, dans le silence & dans l'inaction même, favourer le plaisir de la vengeance ? Quels sont les motifs supérieurs, non seulement aux passions, mais à l'intérêt de s'agrandir aux dépends d'un rival ou d'un ennemi, qui leur fait embrasser le parti de le défendre ? N'en doutons pas, il faut que ce soit la nécessité de se défendre & de se conserver

elles-mêmes, qui force les Puissances de l'Europe à se liguer contre la révolution.

Le Gouvernement Français était un des plus forts de l'Europe : ce qui le prouve, c'est une grande ancienneté, & une résistance toujours heureuse aux attaques & aux maladies politiques pendant quatorze siècles. Cette force était augmentée par la longue habitude & par la confiance réelle, & par l'amour passionné de la Nation pour son Roi. Si l'on examine le Gouvernement de la France siècle par siècle, on verra que, suivant les progrès de l'esprit humain, il a constamment marché vers le plus grand bien de la Nation. Si on le compare avec tous les autres Gouvernemens, quoiqu'il soit le plus ancien & le plus étendu, on verra qu'il a toujours été le plus simple, le moins orageux & le plus heureux : on verra qu'il s'est élevé au-dessus de tous les autres, sous quelques rapports, à un plus haut degré de force & de perfection. Cela ne veut pas dire qu'il était sans abus : mais c'est une vérité palpable que la révolution l'ayant détruit, elle pouvoit aussi attaquer & détruire tous les autres.

Elle le pouvait, par la contagion de son

exemple, par la promulgation de ses principes, & par la force de ses armes. Ces trois moyens étaient à la disposition des Révolutionnaires de la France, & c'est encore une vérité palpable qu'ils les ont tous employé..

Personne ne croira que la conduite des Révolutionnaires à été aussi magnanime que sage, & qu'elle convenait au bonheur de la Nation Française. Mais en supposant que plusieurs le croient, n'est-il pas évident que tous les autres Gouvernemens avaient le droit d'empêcher leurs sujets respectifs d'imiter cette conduite, en leur prouvant, car l'instruction est un des devoirs du Gouvernement, que cette conduite était perverse, extravagante, & ouvrirait un abyme de malheurs ? N'est-il pas évident que les Français, qui ont prétendu devoir être seuls maîtres chez eux, devaient connaître & respecter ce même droit chez les autres ? Cependant, dès le commencement de la révolution, les Français ont méprisé & violé ce droit, non seulement en désirant, mais en invitant tous les peuples, par des discours & par des écrits publics, à imiter leur exemple ; c'est-à-dire, à détruire leurs

Gouvernemens. C'est donc encore une vérité palpable, que par cette première manière, ils ont attaqués toutes les Puissances, & les ont provoqués à se liguer pour se préserver, en commun, d'une contagion aussi dangereuse.

Les philosophes réclameront contre ce premier grief, en disant, " que les principes révolutionnaires sont extraits de la raison universelle; que la philosophie les a semé sur toute la surface du globe; qu'ainsi, ils n'appartiennent pas aux seuls Français; que c'est à cette même philosophie à justifier les Français devant tous les peuples vexés & trompés par tous les Gouvernemens ennemis de la philosophie, & encore plus ennemis des philosophes." Voici, en peu de mots, les principes de cette philosophie apologétique des révolutions.

Il faut bien se donner de garde de confondre ensemble les sociétés & le Gouvernement. Pour les connaître, cherchons leur origine. La société doit la sienne à la nécessité qui a forcé l'homme à se réunir & à s'associer avec ses semblables, pour mettre en commun leur force & leur intelligence;

le Gouvernement doit sa naissance à la nécessité de prévenir & de réprimer les injustices que les associés avaient à craindre les uns de la part des autres. C'est la sentinelle qui veille pour empêcher que les travaux communs soient troublés. Ainsi, la société est née des besoins des hommes ; le Gouvernement est né de leurs vices. La société tend toujours au bien, le Gouvernement doit toujours tendre à réprimer le mal. La société est la première ; elle est, dans son origine, indépendante & libre ; le Gouvernement est institué pour elle, & n'est que son instrument. C'est à l'une à commander ; c'est à l'autre à la servir. La société a créé la force publique ; le Gouvernement qui l'a reçue d'elle, doit la conserver toute entière à son usage ; enfin, la société est essentiellement bonne : le Gouvernement, comme on le fait, peut être & n'est que trop souvent mauvais. Si les peuples sont heureux sous la forme de leur Gouvernement, ils le garderont. S'ils sont malheureux, l'impossibilité de souffrir davantage & plus longtemps les déterminera à la changer ; mouvement salutaire, que l'oppresseur appellera révolte, bien qu'il ne

soit que l'exercice légitime d'un droit inaliénable & naturel de l'homme qu'on opprime, & même de l'homme qu'on n'opprime pas. Il n'y a point de société qui n'ait, à changer la forme de son Gouvernement, la même liberté qu'eurent ses ancêtres à l'adopter. Sur ce point, les sociétés en sont comme au premier moment de leur civilisation. On veut, on choisit pour soi. On ne sauroit vouloir ni choisir pour un autre : & il seroit insensé de vouloir, de choisir pour celui qui n'est pas encore né, pour celui qui est à des siècles de la vie *.

Opposons à présent à ces faux principes ceux de la sage raison qui réprouve la conduite des Révolutionnaires Français. " Les sociétés & les Gouvernemens sont aussi étroitement liés que la lumière l'est au soleil, on ne peut comprendre l'un sans l'autre." Que penserait-on d'un physicien qui dirait d'un ton emphatique : " il faut bien se donner de garde de confondre ensemble le soleil & la lumière : pour les connaître, cherchons leurs origines.

* Extrait de la Révolution de l'Amérique, par M. l'Abbé Raynal.

“ Le soleil est le premier, la lumière n'est
 “ que la seconde. Le soleil est le maître,
 “ la lumière n'est que le valet. Le soleil
 “ est l'artiste, la lumière n'est que l'instru-
 “ ment.” Après ce galimatias double,
 s'il s'écrioit : “ le soleil est essentiellement
 “ bon ! mais la lumière comme on le fait,
 “ peut être & n'est que trop souvent mau-
 “ vase, car elle brûle la Zone Torride :”
 si ce physicien concluoit qu'il faut adorer le
 soleil, mais qu'il faut changer les loix &
 les effets de la lumière, on l'accuseroit de
 folie. Cependant, telle est la logique &
 l'éloquence des philosophes révolutionnaires.

Les sociétés, les loix, les Gouvernemens
 ont la même origine : elles sont nées en-
 semble, & le bonheur des hommes voudrait
 qu'elles fussent toujours inseparables. La
 loi est un glaive qui se promène indistincte-
 ment sur toutes les têtes des associés : mais
 ce glaive est un être idéal ; il faut une main,
 un être physique qui le tienne ; cette main,
 cet être physique c'est le Gouvernement.
 La loi règne seule ; mais c'est le Gouverne-
 ment qui fait régner la loi, ou qui règne
 lui-même par la loi. Si le Gouvernement
 est la sentinelle qui veille pour empêcher

I



les troubles de la société, la société est donc soumise à ses soins ; il a donc le droit de juger quelles sont les actions capables de la troubler, & il en est responsable : il a donc aussi le droit de les empêcher & de les punir, au nom de la société, & par les loix. Le Gouvernement n'est pas né des vices des hommes, car une société parfaitement vertueuse, si elle existait, aurait un Gouvernement. Si la société tend toujours au bien, le Gouvernement qui est son instrument, doit aussi toujours tendre au bien. C'est vouloir les rendre odieux que de borner l'action des Gouvernemens, seulement à réprimer le mal. On a tort de dire que la société est la première, car ce sont les conventions préalables, c'est - à - dire, les loix qui établissent toutes les sociétés. Ce n'est plus à la société à agir, ni à commander, quand elle a chargé son Gouvernement de commander & d'agir pour elle. Une Nation qui commanderait, ou qui gouvernerait par elle-même, serait le plus funeste des despotes : elle serait un hydre à mille têtes. Quand on dit que le Gouvernement est fait pour servir la société, cela signifie sans doute qu'il est fait pour l'utilité de la

société, en employant la force publique qui lui a été confiée ; qu'il doit ordonner au nom de la société, & se faire obéir. Une société n'est pas essentiellement bonne ; si elle tombe dans l'anarchie, elle est très-mauvaise. Il n'y aura jamais de Gouvernement parfait, & c'est une raison pour travailler toujours à le perfectionner. Si c'en était une pour le changer, cette raison subsisterait sans cesse, & la Nation serait balottée de Gouvernement en Gouvernement, en passant, à chaque changement, par les malheurs de l'anarchie.

On doit supposer qu'une grande Nation est raisonnable : est-il philosophique de lui attribuer le droit de devenir folle, au point de changer de Gouvernement comme on change d'habits ? & même sans prétexte, ce qui est plus extravagant encore ? Les droits divins des pères de famille, les droits des Gouvernemens qui ont protégé les pères & les enfans, l'hérité des trônes, qui assurent le repos & la stabilité des Nations seraient renversé par le principe défaillant, que celui qui n'a pas consenti aux loix n'y est pas soumis. Peut-être il est vrai que l'individu mécontent de la forme

du Gouvernement de son pays, peut aller ailleurs en chercher une meilleure: mais s'il reste dans son pays, il est absolument vrai qu'il doit être soumis à ses loix. Sans cela, comme plusieurs générations vivent ensemble, nécessairement la discorde & les furies armeraient de leurs poignards la génération qui ne voudrait pas & celle qui voudrait. Enfin, il est vrai qu'une société peut changer ses loix & son Gouvernement, mais elle ne doit le faire que légalement, rarement, & après s'y être longtems préparée; sans passion, sans convulsions, pour le plus grand bien, & avec la volonté de tous.

Nous avons exposé deux doctrines bien opposées. Celle des Révolutionnaires est ouvertement l'ennemie des Magistrats, des Rois, des Souverains, & de toute les formes de Gouvernement, même de la Démocratie. Les prétendus philosophes, auteurs & propagateurs de cette infernale théorie, disent: " on fait bien que ce ne sont pas nos spéculations qui amènent les troubles civils: " point de sujets plus patiens que nous." Nous leur disons: " si vos spéculations restaient enfouies dans vos livres, &

" n'étaient connues que des hommes savans, capables de les juger, elles ne seraient pas dangereuses. Mais votre art & vos sophismes séduisent la multitude ignorante, & vos spéculations sont le germe des révolutions & de tous les troubles qui en sont inséparables. Vous êtes le levain aigrissant qui fait fermenter & qui développe ce germe fatal au sein des peuples, loin d'être des sujets patiens, vous soufflez, par vos écrits & par ceux qui se rendent vos échos, l'esprit d'indépendance & d'insurrection."

En effet, n'est-ce pas cette doctrine qui, depuis cinq années, a retenti à la tribune des trois Assemblées Nationales révolutionnaires de la France ? N'a-t-elle pas enfanté ce déluge éphémère d'écrits qui a inondé la terre ? N'est-ce pas elle qui, après avoir infesté le cœur, l'esprit & le caractère des Français, après les avoir fait dupes & victimes, tout à la fois, leur a inspiré la criminelle audace d'entrainer, dans le tourbillon de leur malheur, tous les peuples de l'Europe, en propageant chez eux ces principes abominables ? On n'osera pas nier que les Révolutionnaires

Français ont offert leur protection au genre humain, par des harangues & par des écrits publics, par des décrets & par des manifestes publics. Quel est le pays, quelle est la ville, où n'ont pas pénétré les propagandistes Français ? Sous le prétexte de répandre l'amour fraternel, ils ont répandu partout le poison de leurs principes ; ils ont fondé partout des écoles & des chaires publiques d'insurrection contre les Gouvernemens qu'ils ont tous accusé de corruption. On a vu leurs prétendus envoyés ou ambassadeurs, dans toutes les Cours, s'environner d'hommes révolutionnaires les plus vils, convertir leurs maisons privilégiées en un repaire de lâches brigands, & y préparer le foyer d'une révolution. C'est donc encore une vérité palpable que les Révolutionnaires Français ont porté, chez toutes les Nations, la promulgation de leurs principes, avec l'intention d'exciter les sujets contre les Gouvernemens ; & par cette conduite attentatoire au droit des gens, ils ont provoqué la ligue de toutes les Puissances. ,

Nous laissons aux historiens la tâche de discuter la justice des motifs qui ont engagé

les Révolutionnaires à déclarer la guerre aux Maisons d'Autriche & de Brandebourg. Il est constant que les premières menaces & les premiers actes d'hostilité ouvertes ont été fait par les Français. L'Empereur & le Roi de Prusse y étaient si peu préparés, que les Français ont commencé la campagne de 1792 quatre mois devant eux. Comment pourraient-ils justifier les invasions & les brigandages qu'ils ont fait sur le territoire de l'Empire d'Allemagne, dans le pays de Liège, à Francfort, dans les Electorats Eclésiastiques, dans la Principauté de Porentru, dans le Duché de Deux-Ponts ? La Diette de l'Empire ne s'est déterminée à repousser la force par la force que longtemps après. Comment justifier, & l'apparition d'une flotte insolamment menaçante devant la ville de Naples, & les invasions du Comté de Nice, de la Savoie, de la Sardaigne, & l'ouverture de l'Escaut, & l'attaque de la Hollande, & enfin la guerre contre la Grande Bretagne, l'Espagne & le Portugal ? C'est donc encore une vérité palpable que les Révolutionnaires ont été partout les agresseurs, & que toutes les Puissances ont

éte forcées à se liguer pour leur propre défense.

Nous n'accuserons pas les Révolutionnaires d'avoir fait empoisonner un Empereur aussi bienfaisant que Titus, & d'avoir fait assassiner un Roi vertueux ; mais nous les accusons d'avoir fait éclatter, dans leurs assemblées, la plus grande joie à l'occasion de ces deux tristes événemens : d'avoir comblé d'éloges publics ces monstres régicides, & d'avoir dévoué publiquement tous les Rois vivans à cette mort horrible. Nous les accusons d'avoir adopté, avec acclamation générale, un projet de décret pour la formation légale d'une troupe d'empoisonneurs & d'assassins, sous le nom de Tyrannicides, & d'en avoir décrété les trois premiers articles après la plus infâme discussion. Nous accusons leurs orateurs, leurs écrivains, leurs émissaires, d'avoir peint tous les Rois de la terre comme des despotes & des tyrans. Mais les Révolutionnaires ne se sont-ils pas accusés eux-mêmes, quand ils ont déclaré la guerre à tous les Rois, en déclarant, avec la plus puérile absurdité, qu'ils ne déclaraient la guerre qu'aux Rois seuls, & non à leurs sujets ? Ne se sont-ils pas

accusés eux-mêmes comme ennemis des Rois, en massacrant Louis l'infortuné, qui fut & était encore leur Roi ? C'est sans doute encore une vérité palpable que tous les Rois, attaqués par le poison, par le fer, & par les décrets des Révolutionnaires assassinés, ont dû se liguer pour se défendre.

Les loix & les Gouvernemens appartiennent aux peuples qui les ont créé, ou qui les ont adopté : c'est la plus sacrée de toutes les propriétés nationales. Ainsi, le respect de chaque Nation pour les loix & pour le Gouvernement des autres est réciproque. Voilà le premier principe du droit naturel & des gens : les Révolutionnaires l'ont ouvertement violé. Aucune loi, aucun Gouvernement dans l'Univers n'ont trouvé grâce devant leur modeste sagesse. Suivant eux, les peuples du nord sont gouvernés par le despotisme, & ceux du midi le sont par le fanatisme. Ils voyent avec indignation, en Angleterre, un Roi à la tête d'une République, & en Hollande, un premier magistrat trancher du Roi. Suivant eux, les peuples nombreux de la Germanie sont de vils troupeaux qui se laissent patiemment vendre ou égorgé : & les

Suisses mêmes ne se connaissent pas en liberté. Suivant eux, ce ne serait pas assés de réformer les loix & les Gouvernemens de chaque Nation, il faudrait encore, à leur exemple, détruire ce que le tems, la raison & la religion ont consacré, pour n'être pas contrariés dans les institutions qu'ils ont la témérité de vouloir y substituer. Ils ont montré la prétension de vouloir donner un code général de loix au genre humain. Ils ont planté l'arbre de leur liberté dans tous les pays du continent qui ont eu le malheur d'en être visité. Dans les lieux où ils n'ont pû pénétrer, ils ont envoyé cet arbre funeste. Il fut apporté à Londres au mois de Novembre 1792, mais les sages Anglais eurent bien garde d'en souiller leur terre. La Pologne, moins prudente, l'a planté sur son sol, elle en voit aujourd'hui les fruits amers ! C'est donc encore une vérité palpable, que les Révolutionnaires Français ont l'intention de détruire toutes les loix & tous les Gouvernemens.

Peuples, vous le voyés, ce sont vos Rois, vos Magistrats, que les Révolutionnaires attaquent. Les livrerés-vous à leurs mains

sacrilèges & homicides, pour en être déchirés comme Louis XVI ; ou bien défendrés-vous ceux que vous avés établi pour vous défendre ? Conserverés - vous ceux que vous ayés établi pour vous conserver ? Vos Rois sont l'ouvrage de vos mains, les détruiris - vous ? Ils sont vos chefs, les abandonneris - vous ? Quoi ! souffriris - vous qu'on vienne les égorer sur votre trône, dans vos propres palais, dans vos bras mêmes ? Quoi, vous fraterniseris avec des parricides qui, tout couverts du sang de leur père, voudraient encore immoler le vôtre ! Peuples, votre honneur & votre justice veuillent que ce ne soient pas vos Rois qui se liguent pour défendre leurs personnes & leurs prérogatives, mais c'est à vous à vous liguer pour les défendre.

Nations de l'Europe ! cette cause est bien plutôt la vôtre que celle de vos Rois. Quand vous aurés détruit vos loix & vos Gouvernemens, vos Rois & vos Magistrats, vous ne serés ni plus sages ni plus heureuses que les Révolutionnaires. Au lieu de la liberté, de l'égalité, de la propriété, vous tomberés dans les plus grands malheurs, en ne trouvant, comme eux, que la licence, le bri-

gandage, & la tyrannie. O Nations ! la plus mauvaise forme de Gouvernement vaut cent fois mieux qu'une révolution : & si vous en redoutés les malheurs & les excès, armés-vous avec vos Rois, armés vos Magistrats pour en anéantir la cause.

De tous les troubles qui ont autrefois désolé la Monarchie Française, l'insurrection arrivée en 1358 est celle qui a le plus de ressemblance avec la révolution actuelle. A cette époque, les principales villes du Royaume étaient affanchies ; & le pouvoir féodal des Seigneurs avait diminué en proportion de l'accroissement de la puissance royale. Philippe le Bel, en rendant au peuple l'exercice de ses droits dans les Etats-généraux de la Nation, fit, à la fois, un acte de justice & de politique. Son but était de diminuer la puissance de la Noblesse par le contre-poid de la puissance du peuple. Mais il électrisa trop violemment le peuple, en lui donnant subitement le sentiment de sa force, après un sommeil de plus de 300 ans.

Les philosophes de ce tems-là, attentifs au réveil du peuple, lui dirent : " vos bras encore meurtris des fers de l'esclavage

“ que votre Roi vient de briser, que le
“ Clergé & la Noblesse avaient rivé, vous
“ avertissent que le Roi, le Clergé & la
“ Noblesse peuvent encore vous enchaîner.
“ On vient de vous rendre, il est vrai, une
“ petite portion de pouvoir : mais si vous
“ considérez votre nombre, vos travaux,
“ vos forces & vos droits, vous verrez que
“ le pouvoir tout entier vous appartient,
“ & ne peut appartenir qu'à vous. C'est
“ par vous & pour vous que le Roi, le
“ Clergé & la Noblesse existent. Vous les
“ avez créés, ils vous ont opprimé, faites
“ les rentrer dans le néant. Les hommes
“ naissent égaux en droits, ne souffrez rien
“ au-dessus de vos têtes. Si vos pères ont
“ bien voulu être esclaves, de quel droit
“ auraient-ils pu vous forcer à l'être aussi ?
“ Souvenez-vous de la dignité de l'homme,
“ & soyez libres.

Le peuple, toujours avide de nouveauté,
toujours prêt à servir les ambitieux qui le
carent, fut mit aisément en fermentation
par ces principes séduisants & corrupteurs.
Toujours extrême dans ses faveurs comme
dans sa colère, bientôt le peuple se porta
aux plus grands excès . . . , il pendit les

percepteurs de l'impôt public, massacra les magistrats & les prêtres, assiéga, démollit, incendia les châteaux, détruisit les forêts & les étangs, arracha les vignes & les vergers, pilla les fermes & en extermina tous les animaux, prophana les autels, dépouilla les églises de leurs richesses & de leurs ornemens ; en un mot, la France ressembla, pendant quelques tems, à ces déserts affreux de l'Afrique, qui ne sont peuplés que de bêtes féroces : & l'on fit commettre au peuple toutes ces horreurs au nom de la Nation, de la liberté, de l'égalité & de la philosophie.

Les propriétaires se réunirent contre ces dévastateurs ; les amis de l'ordre & de la raison se rallièrent aux propriétaires. Les deux partis se combattirent avec une égale fureur. L'un voulait conserver ses propriétés, l'autre aspirait à les usurper ou à les détruire. La France fut arrosée du sang de ses enfans ; un deuil universel la couvrit, car les propriétaires n'obtinrent le repos que par la destruction presqu'entièbre des payens devenus plus féroces que les bêtes sauvages. Cette révolution fut appellée la Jacquerie.

En 1789, la commotion révolutionnaire fut donnée au peuple par la double représentation aux Etats-généraux, accordée à la sollicitation de M. Necker. Cet avantage inconstitutionnel aurait été évidemment illusoire, si les Etats-généraux avoient délibéré & voté par chambres séparés suivant la loi fondamentale : il devait être réel, dans le cas où on délibérerait & l'on voterait par tête. Dans le premier cas, le peuple se ferait irrité d'avoir été trompé ; dans le second cas, l'équilibre des trois ordres établi par la constitution antique de la Monarchie était détruit. Le troisième ordre devait nécessairement dominer les deux autres, & faire le maître. Dans le premier cas, la paix du Royaume était mise en danger ; dans le second cas, la constitution du Royaume était détruite. M. de la Galezière, intendant de l'Alsace, avait averti M. Necker de ces conséquences, en lui demandant si son intention était de renouveler en France la Jacquerie ? Qu'est-ce que la Jacquerie, lui repartit M. Necker, avec la surprise de l'ignorance... Hélas ! l'homme qui a eu l'ambition de gouverner une grande Nation sans en connaître les loix ni l'his-

toire, à bien eu depuis le tems de les étudier & de gémir, s'il a réfléchit sur les malheurs irréparables qu'il a causé, sa conscience est déjà son boureau.

La révolution de 1789 a encore d'autres ressemblances avec la Jacquerie. La fureur du peuple a d'abord été dirigée contre les grands propriétaires ; ils ont été réduits à fuir par le pillage, par l'incendie de leurs maisons, & par la crainte des assassinats. Ils étaient en si petit nombre que la défense leur était impossible, & la prudence leur défendait de se fier aux mouvemens aveugles du peuple trompé ; encore bien moins aux perfides promesses de ses agitateurs : leurs biens ont été confisqués, & leurs personnes proscrites. Les prêtres ont été transportés, & les richesses des églises ont été volées ou vendues ; les impôts, sources de la force publique, ont été abolis, & l'autorité légitime a été détruite, & toutes ces horreurs ont été commises par le peuple, au nom de la Nation, de la liberté, de l'égalité, & de la philosophie.

Au tems de la Jacquerie, la force publique était concentrée dans les mains de la Noblesse. Le peuple ne put pas la cor-

rompre ni la détruire : la barrière qui les séparait des Nobles était encore trop forte pour qu'il put la renverser. Avant l'invention de la poudre, les armes meurtrières de la guerre n'étaient pas familières au peuple. Ces armures de fer qui rendaient le guerrier invulnérable, lui étaient étrangères. La ressource du papier monnaie n'exista pas pour les paysans : une Assemblée Nationale n'avait pas déployé l'étendard de la révolte ; le peuple n'adorait pas le simulacre d'une nouvelle constitution ; & cependant sa fureur & son opiniâtreté furent si grandes, que ni le temps, ni la raison, ni le malheur, n'ayant pu les vaincre, il fallut donner la mort au plus grand nombre pour pouvoir dompter le plus petit. Voilà comment la force publique en France fut suffisante pour se défendre seule contre la Jacquerie.

En 1789, la force publique de la France était confiée au Roi seul. Le plus grand malheur du Roi fut d'avoir remis les rennes de la force publique dans les mains ignorantes & ambitieuses de M. Necker. Ce ministre orgueilleux & vindicatif, idolâtre du peuple parce qu'il voulait en devenir

l'idole, paralyfa la force publique par la perfidie de ses conseils & de ses intrigues. L'armée fut corrompue à force d'argent & de belles promesses. Le peuple s'empara du trésor public, des places fortes & des arsenaux. Trois Assemblées Nationales violèrent successivement la majesté & les prérogatives du trône, & en ont usurpé toute l'autorité. Le peuple s'est uni par des sermens & par des crimes : ses fureurs & son opiniâtreté vont toujours en croissant. Jamais la Monarchie n'a été plus fortement attaquée & plus violemment ébranlée ; mais les véritables Français espèrent qu'elle fera défendue par la ligue de tous les peuples & de tous les Rois de l'Europe.

Dans le monde physique il n'y a qu'une seule autorité, c'est la force : rien dans l'univers ne peut résister à cette force, parce que l'être qui en tient le levier est infini. Il y a deux autorités dans le monde politique, la raison & la force. Les hommes doivent obéir, à la fois, à la raison & à la force. Il n'y a qu'une société d'Anges qui pourrait être gouvernée par la raison seule. Dans toutes les sociétés humaines la force y est aussi nécessaire que la raison. La rai-

son est un être moral, & la force un être physique : ainsi, le corps politique & le corps humain offrent chacun le phénomène incompréhensible de l'union de deux substances les plus opposées ; dans l'un & dans l'autre corps, la mort est l'effet certain de la séparation de ces deux substances. La raison ne peut gouverner que de concert avec la force : la force est la meilleure amie de la raison & de la liberté. La force est la gardienne de toutes deux. La loi est le moyen qui unit la force & la raison. La raison examine & prescrit la loi ; la force en assure l'exécution. Quelquefois la raison prend l'autorité de la force : quelquefois la force se cache sous le voile de la raison. Pourquoi donc le mot de force est-il odieux au commun des hommes ? C'est que peu réfléchissent, & qu'ils confondent la force sociale avec la violence qui est oppressive de la raison & de la liberté.

Personne n'osera dire que les Révolutionnaires Français ont été gouvernés par la raison, ni par cette force sociale amie de la raison : ils les ont détruit l'une & l'autre. Il est inutile de prouver qu'ils se sont gouvernés par la folie & par la violence. Si

On discute tous leurs décrets, si l'on souille sa mémoire ou ses regards de leurs actions, on ne verra que démence & que fureur. Il n'y a que deux autorités à employer ; la raison est évidemment impuissante contre des fous furieux. Quel est le Gouvernement de l'Europe qui ne leur a pas plusieurs fois adressé le langage de la raison ? Mais, comment les Révolutionnaires y ont-ils répondu ? par des injures aux Rois, à leurs ministres, même aux peuples ; par des menaces, & enfin par des déclarations de guerre, ou par des irruptions de brigands. Ah ! il est malheureusement vrai qu'il n'y a que la force générale des peuples & des Gouvernemens de l'Europe qui soit capable de les enchaîner ou de les ramener à la raison.

Les temporiseurs disent, avec des prétextes très-spécieux, qu'en livrant la France coupable à son anarchie actuelle, à ses propres déchiremens, & aux fureurs de la discorde qui l'agitent, la révolution se détruira par elle-même. Hélas ! si les Nations ont de la pitié, peuvent-elles souffrir plus longtems que les Français égorgent encore des Français ? Ce n'est pas pour fomenter en France l'anarchie & la guerre

civile qu'elles ont pris les armes ; au contraire, c'est pour les faire cesser. Les Puissances liguées savent que cette politique barbare pourrait être sans effet ; qu'elle pourrait prolonger & augmenter des désordres qu'il est pressant de faire cesser ; que c'est le désir des Révolutionnaires de n'avoir que des ennemis intérieurs à combattre ; enfin elles savent que si la guerre civile est en France, celle qu'ils feront, en même-temps, doit être plus facile & avantageuse.

Les philosophes dont les principes ont déjà donné la mort à plus de cinq cent mille hommes dans le cours de cette révolution, invoquent l'humanité en faveur des Révolutionnaires contre les armées des Puissances liguées. Quoi ! les Révolutionnaires ont tué & tuent encore des milliers d'hommes, & les philosophes invoquent l'humanité pour qu'ils puissent sans doute continuer à exercer leur barbare fureur ! C'est pour venger l'humanité outragée, c'est pour conserver l'humanité menacée, que les peuples se lèvent tout entiers contre un peuple devenu inhumain par l'impulsion des philosophes.

Donnés la paix aux Révolutionnaires au

lieu de leur donner la mort, s'écrient les philosophes. Eh bien ! c'est la paix que veuillent leur donner les Puissances liguées. Mais comment pourrait-on mesurer l'interval qui est entre la paix & entre l'esprit & les volontés des Révolutionnaires ? Avec quoi combler cet abyme immense ? Il n'y a que la force, la force la plus grande & la plus accélérée qui puisse fermer cet abyme.

Mais le peuple que vous allés tuer dans les sièges, dans les batailles, ce peuple est innocent, disent encore les philosophes ; il a été trompé ; au plus, votre vengeance ne doit atteindre que ceux qui l'ont égaré. Philosophes, vous venés de prononcer votre arrêt : le peuple n'a été égaré que par vous ; qu'il mette bas les armes, & il sera pardonné. Et vous, hommes infâmes, auteurs de tous les malheurs présens, qui avés mérité le supplice des parricides & des régicides, mettés le comble à vos crimes, en entraînant le peuple dans votre désespoir.

C'est assés que le peuple ait été trompé par ceux qui se sont fait ses tuteurs & ses chefs. Il serait bien plus trompé, si une ou plusieurs Puissances de l'Europe entrait en négociation avec les Révolutionnaires.

Par là, le peuple serait autorisé à croire que la Puissance de ses prétendus représentans n'a pas été usurpée, ou au moins qu'elle serait légitimé par cette négociation. Il est essentiel à la paix de l'Europe de traiter les Révolutionnaires comme des rebelles ; ils le sont évidemment depuis le jour où l'Assemblée des Etats-généraux s'est déclarée Assemblée Nationale. Tout ce qui a suivi ce premier acte de rébellion en est entaché. On ne doit rien accorder à des rebelles ; il faut les soumettre par la force. S'ils se soumettent volontairement, leur soumission ne peut pas être l'objet d'une négociation, dont le moindre inconvénient serait de faire perdre du temps & donnerait un mauvais exemple.

On ne doit guère compter sur la soumission spontanée & volontaire des Révolutionnaires. Mais on ne peut douter raisonnablement que la force des Puissances combinées sera suffisante pour faire la conquête de la France sur les rebelles. Dans cette supposition, on peut examiner comment les Puissances victorieuses disposeront de leurs conquêtes.

La Nation Française, en 1789, avait des

traités & des alliances avec toutes les Puissances de l'Europe. Au mois de Juin, une partie des Etats-généraux, en se déclarant Assemblée Nationale, se révolta contre l'autorité légitime de la Monarchie, reconnue par tous les Souverains de l'Europe. Voilà le commencement du schisme déplorable qui a déchiré la France : Une partie des Français se rangea sous la nouvelle autorité de l'Assemblée Nationale, mais cette partie était alors si peu nombreuse qu'on aurait pu la compter. L'autre partie innombrable, pleine de sécurité & de fidélité, accusa la première de rébellion, sans même soupçonner qu'elle pourrait troubler la paix intérieure.

Le parti si petit des rebelles avait, de longue main, préparé ses moyens. Une insurrection générale à Paris éclatta le 12 de Juillet 1789, & peu de jours après elle était universelle dans le Royaume. Cette révolte, aussi rapide que le feu électrique, aurait dû rencontrer des obstacles dans quelque point d'un si vaste empire : mais, une grande preuve qu'elle avait été bien préparée & bien calculée, c'est qu'elle n'en rencontra point. A cette époque, le parti des Français re-

belles, ou d'une Assemblée Nationale, devint très-nombreux, sans cependant l'être plus que celui qui tenait pour l'ancienne & légitime autorité.

Le 6 Octobre 1789, les rebelles, c'est-à-dire le parti d'une Assemblée Nationale, mirent en prison le Roi de la Nation Française, & commencèrent à en faire un Roi constitutionnel, toujours prisonnier, qu'ils ont ensuite adoré, qu'ils ont ensuite baffoué, qu'ils ont ensuite persécuté, qu'ils ont depuis massacré. Ce parti, qui avait volé les Nobles dans la nuit du 4 Août, vola encore le Clergé, en plein jour, le 2 Novembre 1789. Après avoir détruit, sans résistance, le trône & l'autel, il ne douta plus de ses forces, & se déclara être la Nation Française. Mais il n'en est pas moins vrai qu'une grande partie de la Nation ayant à sa tête les Princes Français, la plus saine partie du Clergé & presque toute la Noblesse resta liée à ses devoirs & à l'autorité légitime. Ce parti pouvait se dire, à bien plus juste titre, la Nation Française. Avec de la bonne foi, on conviendra que même aujourd'hui on ne peut savoir lequel des deux partis est le plus nombreux, car il y

a une grande différence, dans les tems difficiles, entre la conduite & les pensées : mais on ne peut disconvenir que depuis la révolution, la Nation Française a été divisée en deux partis, l'un veut la nouvelle autorité & l'autre reclame l'ancienne. Le premier s'est emparé de toute la force publique & a opprimé le second parti, qui, pour se défendre, a appellé à son secours les Souverains & les peuples de l'Europe. On demande s'il est probable que les Souverains embrassans la défense du parti opprimé, abuseront de cette circonstance pour détruire la Monarchie Française, ou pour la démembrer ?

Non seulement les Souverains de l'Europe avaient le droit de prendre un parti dans la querelle de la Nation Française, mais ils le devaient, y étaient engagés par un des deux partis qui leur disait : " vous êtes liés par des traités avec " l'ancienne & légitime autorité de notre " Monarchie ; vous avés donc le droit de " rechercher ce qu'elle est devenue, & de " vous intéresser à son sort. Elle est atta- " quée & même détruite par une faction " belle : nous vous conjurons, au nom

“ des traités & des alliances que nous n’、“ vons pas rompu, de défendre nos loix & “ notre Roi. Nous-mêmes, nous sommes “ dépouillés de nos propriétés, nos têtes “ sont proscrites, uniquement parce que “ nous voulons rester fidèles à nos loix & “ à notre Roi. Sacrifiés-vous vos amis “ & vos anciens alliés, qui veuillent con- “ tinuer à l’être, à ceux qui sont vos en- “ nemis & les nôtres ? ” Aucun des Sou- verains n’a voulu reconnaître une autorité usurpée. Tous ont montré la plus grande modération & la plus grande patience tant qu’ils ont espéré que le tems & la raison ramèneraient l’ordre en France. Mais quand le parti d’une Assemblée Nationale a eu comblé la mesure de ses crimes au dedans & au dehors, les Souverains ligués ont dit : “ Nous nous armons pour faire “ cesser l’anarchie qui vous dévore, pour “ arrêter les attaques que vous faites au “ trône, que nos obligations & le repos de “ nos peuples nous forcent de défendre ; “ pour rétablir le pouvoir légal, & pour “ mettre le Roi en état d’exercer l’autorité

“ légitime qui lui est due *.” Dans cette déclaration formelle, rien n’indique la destruction ou le démembrément de la France; tout annonce, au contraire, son entier rétablissement.

Les Puissances liguées avaient prévu que les Révolutionnaires, dans l’intention de les rendre odieuses, ainsi que le parti qu’elles défendaient, & aussi pour entretenir & augmenter l’opiniâtré & la fureur du peuple, les accuseraient de vouloir conquérir ou démembrer la France. Elles ont repoussé cette calomnie en déclarant que les alliés “ ne se proposaient d’autre but “ que le bonheur de la France, sans pré-“ tendre s’enrichir, à ses dépens, par des “ conquêtes †.”

Les rebelles & les philosophes ne croient pas à la vertu. Ils disent que la justice, la générosité, & la fidélité aux traités, ne sont que des paroles vaines dans la bouche des Souverains : que les cris & les plaintes du parti qu’ils ont si tyranniquement opprimé cachent des vœux pour la destruction de la

* Manifeste du Duc de Brunswick, en 1792.

† Manifeste de Monsieur le Prince de Cobourg.

France. Mais le tems approche, où l'autorité légitime renversée, sera relevée par les armées combinées : le tems approche, où la fausse autorité d'une Assemblée Nationale qui a corrompu l'opinion & dépravé le cœur des Français, sera abandonnée de ses nombreux partisans, qui se tourneront contre elle-même : enfin, le tems approche, où les Puissances liguées rétabliront le trône, les autels, la Noblesse, les loix, & prouveront qu'elles sont justes, généreuses, & fidèles à leurs alliances.

On ne croira plus aux calomnies des Révolutionnaires, quand les Puissances alliées auront reconnu, pour Roi de France, l'héritier de Louis l'infortuné : quand, pour relever son trône & pour protéger sa minorité, de concert avec la saine partie de la Nation Française, elles confieront l'autorité légitime à des Princes sages & à la plus courageuse des Mères, instruits par le malheur. C'est bien affés que cette couronne ait été souillée, par tant d'attentats, de la part des rebelles ; il serait indigne de la générosité des Souverains de déchirer une couronne dont ils seraient les restaurateurs.

A la suite d'une guerre d'intérêt, la po-

litique permet quelquefois de garder une portion des conquêtes, & cette politique est presque toujours le germe d'une guerre dans l'avenir. Mais à la suite d'une guerre contre les rebelles, en faveur d'un Roi détrôné, & des sujets qui lui ont été fidèles, le plus léger démembrément de la France ne pourrait être justifié ni par l'histoire, ni par la politique. En effet, à quoi servraient les traités, si chaque fois qu'on appellerait le secours de ses alliés, il en devait couler un démembrément ? La sûreté & la tranquillité des peuples de l'Europe seraient sans cesse attaquées par un effet de cette horrible politique, qui allumerait la guerre civile dans toutes les Nations. Au contraire, le remède le plus certain contre les guerres civiles, naîtra de l'exemple que les Puissances liguées donneront dans la circonstance actuelle, en respectant les droits des malheureux, & en les vengeant de leurs oppresseurs.

Si les Puissances alliées avaient l'intention de détruire ou de démembrer la France, pour se justifier elles diraient : " la France, " autrefois amie de tous les peuples de " l'Europe, en est devenue, tout-à-coup,

“ l'ennemie cruelle. Non seulement elle
“ accuse, devant le tribunal des peuples,
“ tous les Rois & les Gouvernemens de
“ tyrannie & de despotisme, mais elle in-
“ vite, par son exemple, par ses conseils,
“ par ses armes même, tous les peuples à
“ détruire les loix, les trônes, & les autels,
“ qui sont les bases de leur repos & de leur
“ fidélité. La France a brisé tous les
“ liens qui l'attachaient à nous : laisserons-
“ nous exister une Nation ennemie de notre
“ existence ? Consentirons - nous à ce
“ qu'elle nous fasse périr, ou bien la dé-
“ truirons-nous ? La laisserons-nous se
“ fortifier & s'agrandir, nous menacer,
“ nous miner, nous attaquer, ou bien
“ l'attaquerons - nous tandis qu'elle est
“ affaiblie & divisée par l'anarchie ? Non,
“ plutôt qu'elle périsse ! c'est le droit des
“ gens, si outrageusement violé par elle,
“ qui le commande : c'est la tranquillité &
“ le bonheur des peuples, c'est l'intérêt
“ de chacun de nous, c'est le salut & la
“ sûreté de tous qui le veuillent.” Dans
ce cas, les Révolutionnaires feraient seuls la
cause de la destruction de la France, ou de
son démembrement : mais le parti qui leur

est opposé & qui soutient encore la Monarchie Française, défaîtrera sûrement la justice & la vengeance des Souverains ligués.

Ceci explique peut-être la conduite des Puissances qui viennent de démembrer la Pologne. Elles ont prévues que leurs dominations allaient être attaquées par les Révolutionnaires de Pologne, coalisés avec ceux de la France. Pour ne pas leur donner le temps de devenir aussi coupables, ces Puissances ont prudemment étouffé la révolution de la Pologne. Elles ont aussi, par là, déjoué les rebelles de la France, qui avaient espéré qu'en occupant les trois plus puissans Souverains du côté du nord, ils auraient le temps d'affermir leur monstrueuse République.

La Pologne, par sa position géographique, est nécessairement dans la dépendance des trois Puissances qui l'ont démembrée. N'étant pas protégée par une de ces trois Puissances, elle ne peut l'être par aucune des autres, qui toutes sont indifférentes à son sort. Mais il en est autrement de la France : ses destinées intéressent chaque Etat souverain en particulier, & tous en général. La France, circonscrite dans des

bornes que son intérêt même lui défendait de franchir, ne pouvait plus donner ni ombrage, ni jaloufie à ses nombreux voisins. La Maison d'Autriche, l'Empire d'Allemagne, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, la Hollande, & l'Angleterre, environnaient la France, qui, par ces avantages, se trouvait placée au centre du système politique de l'Europe. Toutes les liaisons d'un bon voisinage unissaient ces Etats avec la France. Son alliance était utile à tous & nécessaire à plusieurs. Elle avait un intérêt égal à ne pas faire de tord à ses voisins & à ne pas souffrir qu'on leur en fasse. La France était l'égide de la paix sur le continent, & elle maintenait l'équilibre sur toutes les mers. Ainsi, quand sa destruction ou son démembrement ne serait pas contre le droit des gens, contre l'intérêt particulier de plusieurs Puissances, contre le repos & le bonheur des peuples, il serait évidemment contraire au bien & à la politique générale. La Pologne n'a pas été défendue ni préser-vée par des motifs aussi puissans.

En vain on dira que la politique, ou ce qu'on appelle la balance de l'Europe, ne font que le résultat des circonstances ; que

les traités & les alliances changeront avec les intérêts réciproques ; que tous les calculs de la raison sont nuls devant ceux de la force, de la vengeance, ou de l'agrandissement. Eh bien, quand même les Puissances liguées se laisseraient entraîner par les sentiments qu'on leur suppose si fatigusement, de quel œil, celles qui n'auront rien dans le partage, verront-elles le démembrement ? Si chaque Puissance en veut sa part, quel fatal & nouveau germe de divisions ! Qui osera présider au partage, & le faire au gré de chacune ? Elles savent toutes que la difficulté ne serait pas de prendre, mais de conserver. L'histoire de France même rappelle que cette Monarchie fut plusieurs fois démembrée & presque détruite ; mais Charles V, Charles VII, & Henri IV l'ont reconquise. On fait que l'effet de la ligue générale de l'Europe contre Louis XIV fut entièrement nulle, après une guerre de douze années, parce que la ligue ayant réduit la France aux derniers abois, se désunit au moment où elle aurait pu la détruire. Cette désunion ne serait-elle pas arrivée de même après,

& n'aurait - elle pas sauvé également la France ?

Enfin, si l'on demande quelle sera l'indemnité des Puissances liguées pour les dépenses de cette guerre; on répondra, qu'une indemnité inapréciable sera leur propre conservation; car, si elles ne détruisent pas la révolution de la France, elles en feront infalliblement détruites.

Une autre indemnité qui, certes, ne sera pas vaine, quand la France sera relevée de sa chute & aura reparé ses pertes, (lorsqu'il en sera tems, nous dirons les moyens qu'elle a pour y parvenir) consistera dans l'amitié & dans la reconnaissance des véritables Français, qui pourra être utile à chacune des Puissances liguées. Nous ne sommes plus dans ces tems d'usurpations, de rivalités & d'inquiétudes, qui rendaient les peuples réciproquement ennemis. La force d'une Nation n'est plus un sujet d'épouvante pour les autres: elles savent que les faibles ont besoin de l'appui des forts, & que les forts auront des raisons nécessaires de se respecter mutuellement. Elles sont toutes entraînées vers un système pacifique, autant par nécessité que

par raison. La guerre actuelle avertit chaque Puissance de réfléchir son action sur elle-même & sur son Gouvernement, au lieu de la porter au dehors. Combien sont-elles donc éloignées de détruire ou de démembrer la France ! au contraire, après avoir éteint l'incendie de la révolution qui embrase, depuis cinq années, ce beau Royaume, elles en rétabliront les loix & le pouvoir légitime ; & la France, aussi juste que reconnaissante, deviendra garante, à son tour, de la paix intérieure de tous les Gouvernemens.

En supposant que la révolte de la France finira par la soumission forcée ou volontaire des Révolutionnaires ; dans ces deux cas, l'autorité légitime ne peut être rétablie que par l'intervention des Puissances liguées. Dans le cas où les rebelles ne seraient soumis que par la force, il est certain que l'autorité légitime ne pourrait être soutenue que par cette même force. Dans le cas où la soumission des rebelles serait volontaire, le parti fidèle, ni les Puissances liguées ne doivent pas s'y fier aveuglement. La prudence conseille de regarder comme bien équivoque une soumission qui aurait été

commandée ou par la frayeur, ou par la dissimulation. Cette paix ne serait pas de longue durée. Il est vrai que si cette soumission était fondée sur un repentir sincère & sur un sentiment douloureux des maux de l'anarchie, il faudrait abjurer les haines farouches, les ressentimens profonds, les vengeances homicides, tout oublier, même jusqu'aux souvenirs les plus déchirans. Mais quand deux partis, si longtems & si cruellement divisés, se rapprochent, il est absolument impossible, en politique, qu'ils soient d'abord justes l'un envers l'autre : il faut que la balance soit tenue, entre les deux partis par une main tierce, assise forte pour les contenir tous, & pour protéger le plus faible. Ce serait donc l'intérêt, même du parti soumis, que l'autorité légitime fut rétablie par les Puissances liguées. Après avoir été juîtes & modérées dans la guerre, elles le seraient encore dans la paix.

Nous sommes bien éloignés de dire ni de penser que les Puissances liguées donneront à la France criminelle & soumise une constitution, des loix, & un Gouvernement : ce ne serait pas relever la Monarchie Française, ce serait la tuer. Elles ont manifesté

leur intention unique de rétablir l'ancienne constitution, les loix & le Gouvernement qui existaient avant la révolution de 1789. Les Puissances liguées ne peuvent vouloir que cela, autrement elles seraient injustes, en voulant devenir législatrices de la France au lieu de n'en être que protectrices. Elles seraient plus injustes encore envers le parti fidèle qu'elles défendent. Elles diront à ce parti : " faites régner les loix " pour lesquelles vous avés fait de si généreux sacrifices, & que ces mêmes loix " fassent le bonheur de ceux qui, par " aveuglement, en ont été les ennemis." Elles diront à ceux qui ont été rebelles : " si vous aviés imité la sagesse de vos pères, vous n'auriés pas voulu changer vos loix, si vous aviés aimé vos loix " vous auriez continué à être heureux ; " mais parce que vous les avés méprisées, " vous êtes devenus des fraticides, des " régicides, & les ennemis du genre humain. Retournés donc à l'amour de vos loix : tout le joug que nous vous imposons, c'est la sagesse & le bonheur." Philosophes patriotes, apprenés le langage de la véritable fraternité des Nations.

Il est nécessaire de faire remarquer que

parmi les rebelles de la France, ce ne sont pas les plus criminels en apparence qu'il sera le plus difficile de réduire sous l'autorité légitime. Ceux-là, après avoir servi la révolution plus ou moins longtems, l'ont abandonné par diverses causes de mécontentemens. Les uns, parce qu'on n'a pas voulu adopter leurs idées qu'ils croyaient divines ; ou parce qu'ils ont été persécutés pour leurs opinions privées, ou pour leur conduite. Les autres, épouvantés des crimes de la révolution, ont craint d'en paraître les auteurs, ou d'en devenir les victimes. Un grand nombre de ces Révolutionnaires s'est expatrié & aime à se confondre, aux yeux des étrangers, avec les vrais martyrs de la rebellion, quoiqu'ils n'en soient que de coupables transfuges. De ce nombre, surtout, sont ceux qui ont péché plutôt par la fausseté de l'esprit que par la méchanceté du cœur : savans & ignorans, éloquens & babillards, tous inspirés par l'orgueil ou par la sottise, ils ont pensé, ils disent, & même ils impriment encore que la France avait besoin d'une constitution, parce qu'elle n'en avait point, ou parce que l'ancienne était mauvaise ; que du moins la révolution

aura procuré à la France un bienfait inapré-
ciable, celui d'une nouvelle constitution,
dont ils espèrent être les auteurs. Ces rai-
sonneurs forcenés sont préparés, de longue
main, à faire valoir & à faire appuyer leurs
fausses conceptions, à l'époque où l'autorité
légitime sera rétablie. Leur métaphysique
obscur & révolutionnaire, qui a déjà enfan-
té la déclaration des droits de l'homme,
exposerait, de nouveau, la France au dé-
chirement des deux partis, si les Puiss-
ances liguées, après l'avoir délivrée de ses
ennemis actuels, l'abandonnait à elle-
même.

Il faut dire pourquoi les philosophes, les
écrivains, les orateurs, & les chefs du parti
d'une nouvelle constitution ne se soumet-
tront pas loyalement à l'ancienne & légi-
time autorité. Leur opiniâtreté sera d'au-
tant plus grande, que s'ils cessaient de
vouloir une nouvelle constitution ou des
changemens dans l'ancienne, ce qui est la
même chose, ils se reconnaîtraient coupables
d'avoir converti les Etats - généraux de
1789 en Assemblée Nationale constituante,
& d'avoir contribué, conjointement avec
les rebelles, à détruire la Monarchie. Mais

malgré leurs sophismes, leurs apologies & leurs opinions imprimées, ils sont évidemment des Révolutionnaires. En vain, ils accuseront d'esprit de parti & d'intolérance ceux qui les dénonceront comme des charlatans, qui voudraient encore séduire la multitude ignorante, en lui parlant le faux langage de la liberté, du bonheur, & d'un beau idéal. Est-ce que ces enthousiastes savent mieux ce qui convient à la France que le peuple Français lui-même, assemblé par balliages, quand il a librement exposé ses griefs contre les loix & l'administration dans ses cahiers pour les Etats-généraux de 1789 ? Si les déclarations du 23 Juin 1789, dernier bienfait de Louis XVI, ont accordé aux Français tout ce qu'ils demandaient, comment peut-il exister des Français se vantant d'avoir de la sagesse, de l'esprit, & de l'humanité, qui, après le déplorable exemple de la révolution, ont le criminel orgueil de dire de la Nation Française : " vos loix " anciennes, corrigées par vous-mêmes, " ne sont pas encore bonnes : nous en " avons de meilleures à vous proposer ; " écoutés-nous." Cependant ils existent, ces Français coupables ou insensés : & quand

la constitution qu'ils voudraient proposer serait toute angélique, ne deviendrait-elle pas, dans les circonstances, une nouvelle pomme de discorde ? Ils invoquent, sans cesse, la modération & l'amour de la paix, & ils préparent un nouveau foyer de révoltes !

Il n'y a que l'ancienne constitution, à l'entour de laquelle les Français, aujourd'hui divisés, étaient réunis, qui peut encore les réunir. Peut-on exiger des rebelles une preuve de leur soumission plus douce & plus clémente que celle de reprendre les loix de leurs pères, corrigées & améliorées par eux-mêmes, dans le tems où ils n'étaient pas encore coupables ? Mais hélas ! après des convulsions aussi grandes, d'abord il faut attendre peu de secours de la raison. C'est la force des Puissances liguées, pour le salut de la France, qui seule pourra rétablir l'ancienne & légitime autorité & en assurer l'exercice, contre les malveillans, jusqu'à la parfaite organisation du Gouvernement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir été appellé au conseil des Puissances liguées pour savoir que le plus essentiel de leurs devoirs, celui

que la raison & l'intérêt leur prescrivent, est de détruire dans l'Europe les principes révolutionnaires, le poison, & l'amour de la nouveauté. L'instruction & les raisonnemens ne peuvent atteindre que le très-petit nombre d'âmes vertueuses & sensibles, pour lesquelles l'éducation & le loisir sont un bienfait de la fortune. Si les raisonnemens & l'éducation n'arrivent jamais jusqu'à la multitude qui compose le fond & la masse des Empires, cette multitude, dont l'existence est presqu'aveugle & toute méchanique, ne peut être dirigée & garantie que par de grands exemples, qui parlent aux yeux plutôt qu'à l'entendement. Quand la multitude de tous les pays de l'Europe verra que tous les Gouvernemens se sont ligués pour réduire les Révolutionnaires de la France, sans craindre les grands moyens que la rébellion opposerait ; quand elle les verra forcés à rentrer sous l'autorité légitime qu'ils avaient renversée, quand elle saura que le plan des Gouvernemens, pour la suite, sera d'employer le même remède contre la même maladie ; alors seulement, la multitude sera mise à l'abri des faux raisonnemens & des conseils de la séduc-

tion. Il est donc comme démontré que les Puissances liguées, afin de parvenir à ce grand but d'affermir tous les Gouvernemens existans & de les préserver des Révolutions, employeront toutes leurs forces à rétablir, en France, l'ancienne & légitime autorité.

C'est à la politique, de concert avec la raison & avec l'amour de l'humanité qui leur prescrit cette loi, non seulement dans la circonstance actuelle, mais encore dans l'avenir ; car nous remarqueront que si le projet philanthropique de faire fraterniser tous les hommes n'est pas tout-à-fait chimérique, il ne peut être raisonnablement commencé que par les Gouvernemens. Il est moins difficile de supposer qu'ils arriveront au point de n'avoir plus d'autre passion que celle de la raison, que de supposer cette perfection dans le commun des hommes. Cependant, c'est cette union des Gouvernemens que les faux philosophes redoutent à l'excès, & qu'ils appellent une coalition de despotes & de tyrans contre le genre humain ! Insensés, ils voudraient que les hommes, c'est-à-dire, la multitude aveugle & ignorante fut plus sensible à la raison,

à la morale, & à la politique, qui sont les filles de la raison, que les Gouvernemens qui ont été établis par la raison universelle, pour conduire les hommes au bonheur par la morale & par la politique. La morale des Gouvernemens est en action, en commandemens, & en prévoyance. La morale du peuple est en soumission & en patience. Par quel étrange renversement d'idées, la fausse philosophie prêche-t-elle au peuple la morale qui convient aux Gouvernemens, & aux Gouvernemens celle qui convient au peuple!

O cæcas hominum mentes, ô pectora dura!

F I N.



